

Solidaires en action N° 154

Le 3 avril 2018

Inversons la vapeur : construisons les convergences!

En ce printemps 2018, la défense des services publics et de la fonction publique sont un enjeu central contre les volontés destructrices de ce gouvernement. L'abandon des missions de services publics couplé à la casse des statuts, marquera profondément la population et son niveau de vie. Le développement de la sélection sociale dans l'orientation et les études de la jeunesse scolarisée fait l'objet de mobilisations croissantes, en particulier pour répondre aux agressions fascisantes sur plusieurs campus. Dans le même temps les attaques contre le pouvoir d'achat, en particulier avec la hausse de la CSG ont montré que les retraité-es ne vont pas se laisser faire.

Après le succès de la journée de mobilisation et de grève du 22 mars, marquée par une présence importante de salarié-es d'autres secteurs mais aussi à différents endroits de lycéen-nes, d'étudiant-es et de retraité-es, ce mardi 3 avril est le jour de lancement de la grève reconductible à la SNCF.

Le gouvernement Macron en fait un symbole fort de son aptitude à continuer à casser les protections collectives comme avec les ordonnances et un service public, écologique, présent sur tout le territoire et dont les avancées technologiques ont servi la mobilité de chacune et chacun.

Le 3 avril et les jours et semaines suivantes, **Solidaires appelle à construire et multiplier localement des initiatives de convergences devant des services publics** (gares, hôpitaux, centres des finances, bureaux de postes, pôles emplois, écoles, ehpad...) qui pourront prendre des formes différentes : rassemblements, actions, assemblée générale, grèves, diffusion de tracts, manifestations...

Solidaires Fonction Publique a déposé un préavis de grève illimitée pour l'ensemble de la Fonction publique à partir du 3 avril pour couvrir toutes les initiatives de convergences et de grèves.



Nous savons que pour gagner, il faut ancrer et renforcer chaque mobilisation pour les rendre les plus massives et visibles. Il faut aussi créer des passerelles entre les salarié-es et les usager-es. De même que ce sont les assemblées générales de grévistes qui doivent décider des modalités d'actions et de la reconduction des grèves, nous devons associer l'ensemble de la population à la défense et à l'amélioration des services publics, nos biens communs.

L'unité est essentielle pour faire face à un gouvernement qui cherche à réduire les droits collectifs, opposer et diviser la population en pensant pouvoir cacher qu'il est au service des plus riches. C'est dans les villes, les lieux de travail, services, établissements et entreprises, que nous devons la construire.

Dans un pays où la fraude fiscale, l'optimisation fiscale, les profits des entreprises du CAC 40 et de quelques capitalistes coûtent à la collectivité des dizaines de milliards d'euros, il est temps d'imposer un autre partage des richesses qui profite à l'ensemble de la population par une augmentation des pensions, des indemnités chômage, des salaires, et qui permette de financer les services publics à la hauteur des besoins de tous et toutes.

Tou-te-s ensemble, à partir du 3 avril, construisons les conditions d'un vaste mouvement en faisant converger nos grèves, nos manifestations. Ensemble gagnons sur les revendications spécifiques de chaque secteur, pour nos biens communs.

Solidaires en action : aussi sur Facebook

Une page Facebook Solidaires en action vient d'être lancée :

<https://www.facebook.com/SolidairesAction>

L'objectif est de recenser les publications des luttes des structures de Solidaires pour avoir une vue plus globale rapidement d'une partie de notre action syndicale.

N'hésitez pas à vous abonner si vous êtes sur Facebook, à relayer cette page, à y poster vos luttes et à faire tourner l'adresse dans vos structures !

Cheminot-es : en lutte pour le service public ferroviaire

Le 30 mars, le gouvernement a présenté aux fédérations SUD-Rail, CGT, UNSA, CFDT et FO ses orientations concernant l'ouverture à la concurrence du secteur ferroviaire. La ministre a confirmé les préconisations du **rapport Spinetta qui prône une société ultra-libérale, la destruction du service public, la régression sociale généralisée**, une politique à deux vitesses.

Le gouvernement agite le statut des cheminot-es comme un hochet pour monter l'opinion publique et les usagers contre les cheminot-es. Il tente surtout de dissimuler ses propres manquements. Ce sont l'État et la Direction SNCF qui ont privilégié le tout TGV au détriment des trains du quotidien. Ce sont eux, qui ont laissé dépérir les infrastructures ferrées, causes de tous les problèmes et dysfonctionnements que usagers et cheminots subissent tous les jours. Ce sont encore eux, qui ont privilégié les investissements dans le routier au détriment de l'activité Fret ce qui a mis de plus en plus de camion sur les routes.

La stratégie est bien connue, elle est la même dans l'Éducation Nationale, dans les hôpitaux, dans les EPHAD et d'une manière générale dans tous les services publics : **le gouvernement ne donne plus les moyens de travailler multipliant ainsi les dysfonctionnements**. Légitimement la colère des usagers augmente. Ensuite le gouvernement dit qu'il faut réformer et libéraliser. Les usager-es ne doivent pas être dupes! Les cheminot-es ne sont pas les privilégié-es décrits dans certains médias. La suppression de leur statut ne fera pas rouler les trains à l'heure. La ficelle est trop grosse.

Au contraire, ensemble, usager-es et cheminot-es nous pouvons faire changer les choses !



Carrefour : une force s'est levée

Formidable, exceptionnelle, historique : les qualificatifs ne manquent pas pour définir l'importance de la grève qui a eu lieu chez Carrefour le 30 mars. **Avec une majorité de magasins en grève dont des dizaines bloquées, c'est près d'un-e salarié-e sur deux qui s'est mobilisé !**

Alors qu'une intersyndicale se réunit cette semaine pour faire le point de la situation, nos adhérent-es et leur syndicat SUD Commerce, représentatif dans plusieurs logistiques et régions Market, font savoir leur entière disponibilité pour œuvrer unitairement :

- ♦ au versement d'une prime de participation au moins égale à celle de l'an dernier,
- ♦ à l'arrêt des suppressions d'emplois, qu'elles soient directes ou larvées.

Le personnel du groupe a montré que **les bobards de Bompard, son PDG, au sujet de la situation économique de l'entreprise ne prenaient plus alors que ce dernier empoche allégrement le CICE et reverse grassement des dividendes**.

C'est un élan à la lutte collective, venu d'un secteur pourtant précarisé et trop souvent victime de la répression antisyndicale, qui est ainsi donné.

Auber en colère : semaine de grève et d'actions

Depuis le mois de janvier, les parents et les enseignant-es d'Aubervilliers se mobilisent pour que toute la ville obtienne le label REP + (éducation prioritaire renforcée), ainsi que les **moyens humains et financiers qui manquent cruellement** à leurs écoles, collèges et lycées. En effet, le constat est sans appel : seule une logique économique justifie qu'une partie de la ville ne soit pas classée REP+, et les moyens supplémentaires donnés à l'éducation prioritaire (« renforcée » ou non) sont aujourd'hui quasiment inexistantes. Un collège des beaux quartiers parisiens bénéficiera, tout compte fait, de plus de moyens qu'un collège d'Aubervilliers, même classé en éducation prioritaire !

La mobilisation, portée par des assemblées générales régulières et soutenue principalement par SUD et la FCPE, a débouché sur une semaine de grève et d'actions qui s'est étendue à une partie du département partageant la même réalité : occupation symbolique du lycée d'élite de la légion d'honneur, rassemblement à l'assemblée nationale, conférence de presse, occupation d'écoles et de collèges, manifestations... les actions furent nombreuses, médiatisées, et la colère des personnels et des parents palpable.

Cette lutte s'inscrit dans la durée et cette semaine d'action n'était qu'une étape. La casse du service public, dans l'éducation comme ailleurs, frappe très durement la population du 93. Une riposte unitaire salarié-es/usager-ères est plus que nécessaire !



Pour nous suivre : facebook « Auber en colère »

La Poste : des luttes nombreuses

Les facteurs/trices d'Ille-et-Vilaine sont en grève depuis plus de 80 jours, ceux et celles de Gironde depuis presque 3 semaines. Ce sont dans ces deux départements 20 à 30 établissements qui sont en grève en même temps ou tour à tour. Ils et elles réclament :

- ♦ l'arrêt de la coupure méridienne. Auparavant, vous débutiez tôt le boulot pour finir vers 13 h 30. Avec les réorganisations successives sur toute La Poste, le personnel commence de plus en plus tard, obligé de prendre une pause le midi. Cela a un impact sur la vie personnelle des postier-es, mais aussi sur leurs conditions de travail.
- ♦ l'arrêt des sacoches qui va leur faire effectuer que des travaux extérieurs (on amène aux facteurs/trices le courrier déjà trié) alors qu'auparavant il y avait des travaux intérieurs comme le tri du courrier. Cela augmente la pénibilité du travail dans un métier déjà très pénible où vous vous retrouvez sur votre vélo ou à pied qu'il neige, vente ou pleuve.

Suite à l'**autorisation de licenciement de Gaël Quirante** par la ministre du Travail, un mouvement a été initié par SUD Poste 92 depuis un peu plus d'une semaine, mouvement qui s'est vite étendu à des revendications plus larges sur les métiers de la distribution du courrier.

Un préavis de grève illimitée nationale a été déposé à partir du 3 avril par la fédération SUD PTT. Cela ne va pas être facile parce que la distribution n'est pas, sur des dates nationales de mobilisation, le secteur qui se mobilise le plus (10 % de grévistes). Par contre, les résultats sont importants dans les grèves locales qui peuvent durer très très longtemps. **C'est en misant sur le vécu et leur quotidien que nous comptons ancrer cette grève pour essayer d'essaïmer et faire tache d'huile.**

Pour le 35 <https://www.lepotcommun.fr/pot/arfm3vfn>
Pour le 33 <https://www.lepotcommun.fr/pot/4b0y3qqz>
Pour le 92 : <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmflk166>

ONF : d'autres choix sont possibles

Le 21 mars, journée internationale de la forêt, la direction de l'Office National des Forêts avait décidé de faire son show sur le parvis de l'hôtel de ville à Paris, mais les forestier-es étaient là.

Les beaux « panneaux publicitaires » concoctés par la direction de l'ONF occultent les transformations majeures qu'elle et les tutelles (ministères de l'agriculture et de la transition écologique et solidaire) souhaitent imposer à l'établissement.

L'intersyndicale des forestiers de l'ONF (avec pour moteur le SNUPFEN Solidaires) a décidé de tracter devant l'Hôtel de ville, pour que les citoyen-nes sachent ce qui se passe dans la vraie vie :

♦ **Les effectifs** de fonctionnaires ont fondu en 15 ans, de 7303 en 2002 à 5086 en 2017, soit **moins 30%**, et cela continue. Et maintenant, les effectifs d'ouvriers forestiers sont également en diminution.

♦ **Les fonctionnaires, anciennement « gardes forestiers » sont remplacés par des contractuel-les** de droit privé, qui n'ont donc pas de fonction de police. Qui va assurer la police de l'environnement, la lutte anti braconnage, qui va dresser les procès verbaux pour les vols de bois, qui s'opposera aux exploitations illégales ?

Que restera-t-il dans les zones rurales où le forestier est le dernier rempart contre la désertion de l'Etat, après la disparition des écoles, gares, bureaux de poste et autres services publics.

♦ **La forêt est considérée comme une usine à bois**, avec les contrats d'approvisionnement de méga centrales électriques comme Gardanne, véritable aberration écologique.



Air France : tou-te-s ensemble !

L'Intersyndicale d'Air France, qui réunit 11 organisations dont nos camarades d'Alter et de SUD-Aérien fait le constat d'une **forte mobilisation lors des journées de grève**. Par exemple, le 23 mars, plus de 56% des vols ont été impactés, 42% des vols longs courriers et 59% des vols moyens courriers ont été annulés ou affrétés. Mais pour la direction ce n'est pas suffisant...

En n'apportant aucune réponse concrète aux revendications, la direction campe sur ses positions et cherche la division. Cette tentative n'aboutira pas ! **Pilotes, Personnels navigants commerciaux, Personnels au Sol réaffirment que tous et toutes les salarié-es d'Air France ont droit à une augmentation de 6% des grilles de salaire** afin de rattraper l'inflation. Nous allons durcir le rythme des mouvements, et appelons l'ensemble des personnels d'Air France à se mettre en grève les mardi 3 avril et samedi 7 avril 2018.

Précaires de l'éducation nationale : en grève le 5 avril

Sud Éducation est plus que jamais engagé contre la précarisation de l'Éducation nationale et soutient donc l'appel à la grève de l'Assemblée des précaires d'Île-de-France pour le 5 avril.

Les non-titulaires voient leurs droits de plus en plus rognés comme le montrent la nouvelle mouture des CUI, les PEC-CUI et ses contrats de 10 mois ou le recours à des missions de Service civique qui sortent du cadre du Code du travail. Les titulaires peuvent s'inquiéter à juste titre de l'avenir de leurs statuts. Et l'annonce de l'embauche massive de contractuels et la diminution des postes aux concours montrent que le gouvernement poursuit la défonctionnarisation de l'Éducation nationale.

Les contrats précaires sont un terrain d'expérimentation de nouvelles pratiques managériales autoritaires et salariales arbitraires. La multiplication de contrats de plus en plus précaires fait de l'Éducation nationale le Ministère du non-droit. Sud Éducation appelle titulaires et non titulaires partout à se réunir, se rassembler et manifester pour montrer leur solidarité

La Fédération SUD éducation revendique la titularisation sans condition de concours ou de nationalité de tous les personnels non-titulaires de l'Éducation Nationale et refuse la contractualisation des personnels de l'Éducation nationale. Lutter contre la précarité, c'est défendre les droits de tous les personnels !



Projets de loi sur l'asile et l'immigration : grève le 4 avril

Depuis plusieurs mois, l'adoption de textes relatifs au droit d'asile et à l'immigration s'accélère. Des circulaires se sont ainsi succédées fin 2017, poursuivant un objectif commun : mieux **contrôler, trier, éloigner les étranger-es indésirables**.

Le projet de loi « pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif » vise entre autre à réformer les procédures de demande d'asile et de rétention. Cette loi entend par exemple tripler la durée maximale d'enfermement en rétention des personnes étrangères.

La logique répressive de cet arsenal législatif et réglementaire compromet gravement l'effectivité des droits des étrangers. Ces mesures auront pour conséquence de dégrader un peu plus le travail que nous, salarié-es au contact des exilé-es, effectuons dans le cadre des procédures d'asile, de rétention et auprès des mineur-es isolé-es étranger-es. La dénaturation de notre travail couplée à la fragilisation des personnes accompagnées engendrera une recrudescence des risques psychosociaux qui sont loin d'être négligeables dans notre secteur.

Le 21 février dernier, nous étions nombreux-ses, salarié-es du secteur associatif à rejoindre celles et ceux de l'OFPPRA et de la CNDA devant le Conseil d'Etat puis aux côtés du Bureau d'accueil et d'aide aux migrant-es pour dénoncer la politique migratoire de Macron. **Nous devons continuer la mobilisation.** Ce projet dangereux ne doit pas être adopté par le Parlement.

Pour que nos métiers aient toujours du sens et défendre les droits des personnes que nous accompagnons au quotidien, ASSO, Sud Santé Sociaux et le collectif des travailleur-ses de l'asile appellent à se mettre en grève le 4 avril.

Plusieurs rassemblements sont prévus et coordonnés, notamment par nos camarades travaillant à la Cimade : par exemple Paris, 10h30, place de la Rotonde (métro Jaurès) ou à Bordeaux, 10h30, place Pey-Berland.

Universités : halte aux intimidations d'extrême droite

Faculté de Montpellier le 22 mars, Lycée autogéré de Paris le 23 mars, Lille le 26 mars, Strasbourg le 28 mars, **l'extrême droite renoue avec ses habitudes et se livre à des violences contre les étudiant-es...** parfois avec la complicité d'enseignant-es ou de la police.

Ces faits absolument intolérables interviennent alors que depuis des semaines, dans plusieurs universités, **étudiant-es et personnels avec leurs syndicats combattent les réformes modifiant les conditions d'accès à l'université ainsi que la nature du baccalauréat.** Depuis des semaines, ils et elles exigent le retrait de ces réformes : ils et elles ne veulent pas du basculement de société qu'implique la sélection à l'entrée à l'université, la destruction du baccalauréat comme premier grade universitaire.

Dans un communiqué unitaire, les organisations FERC-CGT, FNEC-FP FO, FSU, SUD éducation, SUNDEP, Solidaires étudiant-e-s, Unef, UNL, SGL, FIDL appellent les personnels et les étudiant-es à se réunir pour en débattre et pour exiger le retrait de la loi ORE, **pour un service public de l'enseignement supérieur ouvert à toutes et tous** les bacheliers, gratuit, formateur et émancipateur.

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/-Mobilisations-et-actualites->